

# Fleur Pellerin : le cyberflicage au féminin

Fleur Pellerin a tout pour elle. Jeune, belle et rebelle, avec son visage innocent, on lui donnerait le Big Sister Award sans examen. En quatre jours, la ministre de l'Économie numérique a pris deux fois la parole. La première, pour s'indigner : « *quand vous faites une recherche sur Internet, vous n'êtes pas libre. Au contraire, vous êtes un sujet et quasiment un objet.* »<sup>1</sup> Dans sa ligne de mire : Facebook, Google, et bien sûr la NSA qui exploite ces informations pour vous vendre des gadgets, et pour vous surveiller. Sa seconde intervention dénonce « *le sexisme insidieux du numérique* »<sup>2</sup>, tant sur Internet qu'au sein des entreprises technologiques où les femmes sont sous-représentées.

Ses lamentations à propos du fichage électronique effectué par les États-Unis ne visent qu'à justifier les mesures de surveillance qu'elle et son gouvernement multiplient au même moment. Mesures qui seront pilotées aussi bien par des femmes que par des hommes, pour un flicage de gauche, anti-sexiste et progressiste.

Le 29 janvier dernier, Fleur Pellerin prend place sur une vaste estrade, applaudie par une salle pleine de policiers, de gendarmes et d'industriels de la surveillance électronique. La ministre est dans son élément, venue clore le Forum international de la cybersécurité, rendez-vous annuel des professionnels de l'espionnage. Son allocution porte sur le lancement d'« Idénium », un projet policier laissé de côté quelques mois plus tôt par Nathalie Kosciusko-Morizet : clés USB et téléphones portables deviendront une carte d'identité électronique que centralisera un fichier d'informations personnelles et de coordonnées bancaires. Il en va de la confiance des internautes dans le « e-shopping », la « e-administration » ou la connexion aux réseaux sociaux. Cet identifiant unique deviendra obligatoire pour passer les *check-points* virtuels. La Poste, SFR, des banques, mais aussi la Caisse des dépôts et consignations sont *partenaires*. Que ne ferait-on pas pour un point de croissance ? Quand Mme Pellerin se dit « *choquée* » par les pratiques de la NSA, c'est pour camoufler la surveillance de l'État français. Avec « Idénium », celui-ci devient lui aussi un « géant d'Internet » omniscient, recouvrant ainsi sa souveraineté face aux entreprises, notamment américaines, en matière de contrôle de sa population nationale : « *Je suis préoccupée de voir de grands acteurs de l'Internet gérer les données personnelles de nos concitoyens de manière unilatérale, dans des conditions de transparence limitée et en dehors de nos frontières.* »<sup>3</sup> Nos entreprises auront aussi leur part d'informations personnelles à exploiter.

Fleur Pellerin est membre du gouvernement, déléguée à l'économie numérique auprès du ministre du redressement productif. Politique sécuritaire et relance nationale se soutiennent mutuellement. La Loi de programmation militaire, discutée ce 11 décembre 2013 au Sénat, est un festival de dispositions sécuritaires digne de l'administration américaine. L'armée et les services de renseignement accéderont aux fichiers jusque là réservés aux services administratifs de la police (immatriculations et permis de conduire, cartes d'identité et passeports, dossiers des ressortissants étrangers). Une interconnexion qui ne trouble pas Fleur Pellerin. Les services de renseignement accéderont au fichier des passagers aériens, le « *Passenger Name Record* », à des fins de « profilage » des voyageurs à l'entrée ou à la sortie du territoire. Les ministères de la Défense, de l'Intérieur, mais aussi de l'Économie et des finances pourront surveiller les communications électroniques et téléphoniques, géolocaliser les utilisateurs de *smartphones*, sur le vif et sans contrôle judiciaire.

---

1 *Le Monde*, 5 décembre 2013.

2 *Le Journal Du Dimanche*, 8 décembre 2013.

3 *Le Monde*, 29 janvier 2013.

Qualifié de « *loi martiale numérique* »<sup>4</sup>, l'article 15 permettra au premier ministre d'exiger des fournisseurs d'accès à Internet et des hébergeurs toute mesure « *pour répondre aux crises majeures menaçant ou affectant la sécurité des systèmes d'information* » - comme la coupure des serveurs ou le détournement des données. Enfin, l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'informations (ANSSI, sorte de mini-NSA) pourra exiger des fournisseurs d'accès à Internet « *l'identité, l'adresse postale et l'adresse électronique d'utilisateurs ou de détenteurs de systèmes d'information vulnérables, menacés ou attaqués.* » Des millions d'abonnés, hébergeurs et éditeurs de sites Internet tombent légalement sous la coupe de l'État français. Enfin, le nombre d'agents de la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) et de l'ANSSI augmentera ces prochaines années pour renforcer les capacités d'espionnage des services de renseignement. Rien qui ne semble « *choquer* » la ministre de l'Économie numérique. Si ce n'est la sous-représentation des femmes dans l'espionnage des internautes par leur trou de serrure numérique.

### La technocratie à visage féminin

D'un côté, Mme Pellerin fait mine de nous alerter contre le techno-totalitarisme : « *Dans cinq à dix ans, il y aura 50 milliards d'objets connectés. Ils vous prendront le pouls, regarderont si vous êtes chez vous, ou combien d'électricité vous consommez, [...] et c'est bien cette explosion-là qui fait que le big data peut devenir Big Brother.* »<sup>5</sup> Explosion qui est son *job* quotidien. De l'autre, elle pousse les femmes à prendre part au développement des moyens de contrôle : elle dit « *réfléchir à la manière d'inciter les jeunes femmes à embrasser ces carrières [numériques] en rejoignant la "French Tech", via une campagne de communication avec des portraits d'entrepreneuses, de développeuses...* »<sup>6</sup> Plus libérale et moins bureaucratique que les féministes-à-quotas<sup>7</sup>, Fleur Pellerin propose, en incitant les femmes à devenir *start-uppeuses* ou ingénieurs informatique, de remplacer les techno-mâîtres par des techno-mâîtresses. Ce qui change tout. Elle couvre d'éloges Marissa Mayer, PDG de Yahoo, et Sheryl Sandberg, directrice générale de Facebook, toutes deux collaboratrices du programme « Prism » de la NSA : « *Ces deux femmes ont une réflexion féministe, elles ne gomment pas leur féminité.* » Pas plus qu'Anne Lauvergeon, ancienne patronne d'Areva, présidente du conseil de surveillance de *Libération* et de la commission « *Innovation 2030* ». Ces patronnes prouvent qu'elles peuvent diriger des multinationales exploitant des milliers de femmes et d'hommes, et des milliards d'informations sur les activités, les goûts et relations sociales des internautes. Mme Pellerin aurait-elle réclamé (comme à Abou Graïb) plus de bourrelles dans les salles de torture de l'armée française ? Elle aurait ainsi remédié à cette scandaleuse inégalité femmes-hommes dans les activités de renseignement.

En féminisant le visage du capitalisme, « *dans les banques et les fonds de capital-risque* » comme dans l'économie numérique, Fleur Pellerin renforce la bonne conscience de gauche et la domination conjointe de quelques uns *et de quelques unes* sur tous (hommes et femmes confondus). La preuve par « Idénium » et la Loi de programmation militaire. La beaufnerie machiste présente sur Internet et dans les entreprises technologiques n'excuse rien. Ceux qui féminisent l'ordre existant combattent ceux qui aspirent à le renverser : pour la liberté de toutes et tous.

Hors-sol  
Lille, le 11 décembre 2013

Hors-sol@herbesfolles.org

---

4 numerama.com/magazine

5 *Le Monde*, op. cit.

6 *Le Journal Du Dimanche*, op. cit.

7 Voir par exemple « Parité, discrimination positive et universalisme à la française » où Christine Delphy défend la mise en place de quotas à tous les niveaux de pouvoir (assemblées élues, universités, etc), lmsi.net. Et pourquoi pas dans le nucléaire, la chimie ou l'armement ?